



Le Maroc a réitéré, mardi à Genève, son appel à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive, déplorant le blocage dont souffre depuis des années la Conférence du désarmement (CD).

S'exprimant lors des travaux de la CD, une instance de l'ONU, l'ambassadeur représentant permanent du Royaume auprès de l'Office des Nations unies, a regretté le report de la conférence d'Helsinki de 2012 sur le Moyen-Orient.

"La Conférence du désarmement est devenue, paradoxalement, une instance statique dans un environnement mondial en plein mouvement", a-t-il affirmé. Ce blocage, a-t-il dit, ne cesse de susciter un sentiment d'insécurité et de frustration de tous ceux qui estiment que cette instance demeure toujours incapable de tirer profit du contexte mondial grandement favorable au désarmement.

Il a souligné que des doutes commencent même à tarauder certains de ses membres sur sa validité, voire sa légitimité, comme seul forum multilatéral de négociation des instruments juridiques du désarmement.

"Ces inquiétudes et ces interrogations nous interpellent et nous incitent à redoubler d'efforts afin de redonner vie à cette instance de négociation des instruments de désarmement et d'aboutir à des résultats concrets vers un désarmement nucléaire total et complet", a fait valoir l'ambassadeur.

Il a également fait remarquer que la reprise des négociations d'instruments internationaux de désarmement, au sein de la CD, "demeure non pas une nécessité, mais une urgence dictée par la conjoncture internationale, marquée par une effervescence internationale et par une montée spectaculaire du phénomène du terrorisme".

Le représentant permanent du Royaume a appelé à tout mettre en œuvre en vue de faire sortir la CD de cet état d'hibernation prolongée suite à son incapacité de s'entendre sur un programme de travail.

Le Maroc, a-t-il relevé, estime qu'il est temps pour les Etats membres de manifester une volonté politique réelle pour entamer des négociations de fond, tout en s'engageant dans une démarche intégrée, inclusive et globale sur tous les aspects du désarmement.

Lancée en 1979 à Genève, la Conférence du désarmement regroupe actuellement 65 Etats membres des Nations unies, d'autres membres étant périodiquement invités à participer à ses travaux.

La conférence a négocié des accords multilatéraux majeurs tels le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité de désarmement sur le fond des mers et des océans et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.